



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine

Document d'action concernant le «Renforcement et participation de la société civile centrafricaine (REPASOCC)»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Renforcement et participation de la Société Civile centrafricaine (REPASOCC) Numéro CRIS: CF/FED/040-364 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action / localisation	République centrafricaine (RCA) L'action sera menée sur l'ensemble du territoire centrafricain.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) du 11 ^e FED en République centrafricaine	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	Objectif principal: ODD16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Objectifs secondaires: ODD 1 - Éliminer l'extrême pauvreté et la faim; ODD 5 - égalité des sexes.	
5. Secteur d'intervention / domaine thématique	Mesure d'accompagnement des secteurs de concentration du PIN: Appui à la Société Civile	Aide publique au développement : OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 4 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 4 000 000 EUR	
7. Modalité(s) d'aide	Modalité de projet Gestion directe avec:	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

et modalité(s) de mise en œuvre	– subvention Gestion indirecte avec la République centrafricaine			
8. a) Code CAD	15150 Participation démocratique et société civile			
b) Principal canal de distribution	13000 – Gouvernement Tiers 20000 – Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x
	Aide à l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	La présente action contribue au domaine prioritaire «Développement économique, social et humain» du programme «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»			

RESUME

Ce projet fait partie intégrante des mesures d'accompagnement des secteurs d'intervention de l'Union européenne en République centrafricaine (RCA) via le 11^e FED. Il a pour ambition de consolider et pérenniser les interventions financées sur les différents instruments mobilisés par la Délégation (FED, Lignes thématiques, Fonds fiduciaire Bêkou) visant à favoriser un environnement propice à la participation des organisations de la société civile (OSC) dans la mise en œuvre des politiques publiques, pour la cohésion sociale et pour la réconciliation. Sa

formulation est pleinement alignée avec les objectifs et résultats de la Feuille de route de l'Union européenne pour l'engagement envers la société civile pour la période 2019-2021.

Ce programme favorisera la promotion de la gouvernance démocratique et de la culture citoyenne basée sur les droits et les obligations en RCA, en renforçant la participation des OSC aux processus participatifs de l'action publique, en particulier dans les secteurs clés prioritaires de la coopération entre Union européenne et République Centrafricaine.

Les résultats/produits attendus sont les suivants:

1. Les OSC sont organisées, structurées, informées et capables d'apporter une valeur ajoutée comme acteur crédible de la gouvernance démocratique, ceci à travers un partenariat effectif entre l'État et la société civile ainsi qu'avec le renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles et de proposition des OSC, avec un accent sur l'égalité de genre.

2. Les OSC participent de manière constructive et structurée à l'ensemble du processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques publiques, notamment dans les mécanismes existants de dialogue État-société civile à l'échelle nationale - y compris le dialogue sur les politiques sectorielles - afin d'avoir les capacités d'influencer les réformes en cours dans le cadre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA), en tenant compte des priorités issues du programme de coopération UE-RCA sur le 11^e FED.

3. Les initiatives de la société civile dans le cadre de l'amélioration de la cohésion sociale et des services de base aux populations, du développement économique local et social inclusif (la santé, l'eau, l'assainissement, l'éducation), **la promotion et protection des droits de l'Homme et de l'égalité de genre sont appuyées**, afin de favoriser la culture du dialogue ainsi que le processus de responsabilité citoyenne et d'apprentissage de la bonne gouvernance.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

La République centrafricaine (RCA) se remet d'une crise politique et sécuritaire majeure survenue en 2013. Ces événements ont causé une crise humanitaire et une récession économique sans précédent dans l'histoire du pays, ainsi que la destruction d'infrastructures et de graves violations des droits de l'Homme².

Le contexte sécuritaire reste volatile et la légitimité et présence de l'État et de ses institutions républicaines ont été ébranlées par la crise. La situation humanitaire dans une grande partie du pays reste très grave, notamment pour les populations déplacées. De manière générale, la RCA est l'un des pays les moins avancés au monde, avec un taux élevé de pauvreté, d'insécurité alimentaire et un manque d'accès aux services de base.

² De juillet 2016 à juin 2017, la MINUSCA a enregistré 3 423 victimes de violation des droits de l'Homme : meurtres, actes de torture et de traitements inhumains et dégradants, violences sexuelles, enlèvements, privation de liberté et arrestations arbitraires, extorsion et pillage, recrutement et utilisation d'enfants au sein des groupes armés.

La faiblesse des capacités institutionnelles (en nombre et en qualité) demeure une contrainte majeure entravant la bonne mise en œuvre des réformes que les autorités de la République centrafricaine ont entreprises depuis 2016.

La reconstruction de l'État demeure un défi: l'autorité de l'État est peu présente dans une grande partie du territoire et les fonctionnaires restent encore très largement concentrés à Bangui. Ce contexte laisse libre cours à des modes informels de structuration des acteurs locaux, finissant par remettre en cause l'autorité de l'État et les fondements d'un État de droit. Les ONG internationales sont perçues comme source d'emploi et des taxes, souvent accusés d'utilisation de trop des fonds pour des coûts administratifs, sécuritaires. L'émergence d'une société civile nationale pourra prendre le relais dans certaines actions en collaboration avec le pouvoir public pour mieux atteindre les besoins des populations.

La RCA a ratifié le Pacte international sur les droits civils et politiques et son article 19 sur la liberté d'expression. Cependant, dans la session du 29 mars 2018, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de Nations unies a attiré l'attention de la RCA : *« le Comité est préoccupé par les informations qu'il a reçues concernant les entraves à l'exercice par les journalistes, les émetteurs d'émissions radiophoniques et les blogueurs, de leur liberté d'expression, qui font obstacle à leur participation à la vie culturelle du pays et à la diffusion d'une culture de paix »*.

Développement récent, un accord de paix a été signé entre le gouvernement et les représentants de 14 groupes armés le 6 février 2019 à Bangui. Cet accord de Bangui se distingue nettement des 7 précédents, signés depuis 2013. En effet, l'accord a été suivi de la composition d'un nouveau gouvernement et de la création, par décret présidentiel, d'une « commission inclusive » composée des représentants des parties en conflit. Cette commission doit préparer le travail d'une Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CRVJRR).

Société civile en Centrafrique

L'instabilité politique au cours des dernières décennies a conduit à l'émergence d'Organisations de la société civile (OSC) qui se sont imposées aux niveaux local et national. Ces organisations contribuent, entre-autres, à assurer l'aide humanitaire, les activités de relèvement précoce, de développement et de consolidation de la paix. Bien que l'efficacité de leur travail soit reconnue notamment au niveau local, ces OSC, aussi bien au niveau de base qu'intermédiaires, sont confrontées en particulier à des faiblesses structurelles. Certaines sont désorganisées, sous-financées et mal équipées. Beaucoup ne disposent pas des compétences techniques, organisationnelles, managériales et d'influence nécessaires à l'amélioration de la qualité de leurs interventions. Le maillage associatif national et local peine à trouver le positionnement stratégique adéquat au sein de la société centrafricaine et à contribuer à l'identification de solutions efficaces et de modèles adaptés pour l'avenir du pays.

En dépit de toutes ces faiblesses, la société civile continue de jouer un rôle essentiel dans la réponse à la crise tant au niveau stratégique qu'opérationnel.

Au niveau stratégique, les OSC doivent veiller à ce que l'action du gouvernement, dans le contexte actuel de reconstruction, soit conforme aux engagements pris pour aider à réduire les causes profondes de la violence et des conflits.

Les OSC qui travaillent sur des questions relatives aux droits humains et les organisations féminines jouent un rôle primordial pour défendre les intérêts de toutes les femmes et de tous

les hommes indépendamment de leur appartenance aux groupes ethniques, religieux ou autre aspect créant des situations vulnérables pour les populations de RCA.

Au niveau opérationnel, les OSC sont des vecteurs de cohésion sociale et de prestation de services de base dans des zones où l'État est peu présent ou absent.

Participation citoyenne : La collaboration entre les OSC et les pouvoirs publics est demeurée pendant longtemps limitée au domaine social (principalement éducation, santé, eau et assainissement). La participation à l'action publique reste encore limitée. L'engagement des OSC dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement est aussi restreint. L'absence de compétences appropriées pour débattre efficacement des thèmes abordés est aussi, souvent, à l'origine de la faible contribution des OSC à ces instances.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le relèvement et la stabilisation de la RCA constituent la priorité nationale. Le Forum de Bangui, organisé en mai 2015, a constitué une étape charnière dans le processus de réconciliation nationale à travers notamment la rédaction du Pacte 3 Républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction. L'énoncé du troisième objectif stipule que, dans le cadre de sa stabilisation, la RCA mettra un accent particulier sur « le renforcement des capacités de la société civile dans la conduite d'initiatives en faveur de la réconciliation et de la cohésion et la promotion de l'accès aux services de base pour les communautés ». À la suite du Forum de Bangui, le Gouvernement centrafricain avec le soutien de l'Union européenne et du Système des Nations unies a adopté un Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA), document stratégique qui a été présenté à la communauté internationale lors de la Conférence de Bruxelles, le 19 novembre 2016. Ce plan a suscité l'intérêt de la Communauté internationale, qui s'est engagée à le financer à hauteur de 2.2 milliards de dollars.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire

Le PIN du 11^e FED s'aligne avec le RCPCA, qui constitue le cadre de référence pour la coopération du pays avec ses partenaires au développement et auquel l'UE a activement contribué.

L'objectif du RCPCA est de « créer les bases d'un développement économique et social durable et inclusif, notamment à travers la restauration et l'extension de l'État sur toute l'étendue du territoire et un investissement public massif, afin de consolider la paix ».

L'une des conclusions de la revue annuelle du RCPCA (décembre 2017) est le besoin d'appropriation nationale du Plan de relèvement et consolidation de la paix avec l'implication plus active de la société civile dans les mécanismes de suivi.

Le régime général des associations, qui fixe les règles relatives aux conditions générales d'enregistrement, fonctionnement et dissolution des associations en RCA date des années soixante. Il existe une centralisation pour l'agrément définitif au niveau Ministère de l'administration territoriale à Bangui, qui représente un frein pour les associations en dehors de la capitale. Il faut souligner l'existence d'un vide dans le dispositif juridique actuel régissant les organisations faîtières et les réseaux. Concernant les ONG, un nouveau projet de loi portant sur le cadre institutionnel et juridique des ONG est à la commission des lois de l'Assemblée nationale et semble pouvoir être adopté avant la fin 2018. Le programme prévoit de travailler avec le Secrétariat permanent aux ONG (SPONG) dans le cadre de ce décret d'application comme l'une des premières activités du présent programme.

Le projet s'aligne aux objectifs du « *Joint Staff Working Document : Gender Equality and Women's Empowerment : Transforming the Lives of Girls and Women through EU External Relations 2016-2020* »³ et plus particulièrement à l'activité 4.3 sur la collaboration avec la société civile dans le cadre de la priorité thématique D « Droit civils et politiques – parole et participation », objectif 18 « Garantie pour les organisations de femmes et d'autres OSC et défenseurs des droits de l'Homme œuvrant en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'émancipation et des droits des femmes et des filles d'être en mesure de travailler librement... »

1.4 Analyse des parties prenantes

Le maître d'ouvrage est l'ordonnateur national (ON) du FED. Le maître d'œuvre est le Secrétariat Permanent aux ONG (SPONG) situé au Ministère du plan.

- Secrétariat Permanent aux ONG (SPONG) :

Assure le rôle de maître d'œuvre de l'action.

Ce Secrétariat permanent aux ONG est en charge de l'enregistrement et validation des ONG ainsi que du suivi de leurs actions en lien avec le RCPCA.

Le SPONG connaît néanmoins d'importantes difficultés en termes de capacité, liées à une carence de savoir-faire en matière de coordination et de suivi/évaluation des projets exécutés par les ONG mais aussi un manque criant de moyens de travail. Structure étatique reconnue, le SPONG participe activement au sein du Comité technique du programme de renforcement des OSC financé par Bêkou. L'institut Bioforce et son partenaire OXFAM ont élaboré un diagnostic afin de renforcer les capacités du SPONG qui sera ainsi conforté dans le rôle que lui permet déjà de jouer le projet pilote de Bêkou.

- La Direction des affaires politiques et administratives (DAPA) se situe au Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local (MATDDL).

Cette structure est responsable de l'enregistrement des associations au niveau national.

Elle souffre, comme le SPONG, de profondes carences en termes de ressources humaines, matérielles et de capacités organisationnelles. Elle sera renforcée dans le cadre de ce programme en collaboration avec le SPONG pour améliorer le cadre réglementaire et normatif des OSC en RCA et favoriser la collaboration entre les OSC (titulaires des droits selon le Rights based approach - RBA) et les autorités nationales et locales (détenteurs d'obligations selon le RBA).

- La Maison des services:

Dans le cadre de la composante 1 : « Renforcement des capacités de la société civile centrafricaine » du Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine financé sur le Fonds fiduciaire Bêkou, une maison des services ou centre de ressources est en cours de constitution en tant qu'association d'associations (organisation faîtière). Une fois constituée, cette structure sera partie prenante de la présente action, soutenue par un partenaire international en charge de consolider les actions mises en place dans le cadre du programme Bêkou.

³ SWD(2015)182 final du 21.9.2015

La maison de services aura comme rôle: (i) l'analyse et la diffusion d'informations auprès des OSC nationales; (ii) la mise en relation des OSC avec des partenaires pertinents; (iii) l'appui/conseil spécifique et accompagnement des OSC de tous niveaux; (iv) le renforcement des capacités techniques des OSC en matière de formulation de projets et dans certains domaines thématiques spécifiques.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Le PIN 11^e FED donne les grandes lignes de l'objectif de l'UE dans cet appui à la société civile:

« Une mesure d'appui à la société civile d'un montant indicatif maximale de 4 000 000 EUR est prévue. Dans un contexte de post-conflit et d'état fragile, le rôle de la société civile est central à l'atteinte de tous les objectifs fixés par le présent PIN. En effet, la société civile doit pouvoir porter les principes de redevabilité et de transparence dans le processus de reconstruction de l'État et de cohésion sociale en RCA, l'éducation, la gouvernance et le développement rural. À ce titre, le principal objectif de cet appui sera d'appuyer la participation de la société civile au processus de dialogue, paix et réconciliation nationale et de cohésion sociale ».

Les organisations faîtières ont pour la plupart des capacités techniques insuffisantes avec une faible circulation de l'information entre les organisations, un faible degré de structuration et d'articulation entre le niveau national et local qui s'explique par leur faible capacité institutionnelle, leur faible gouvernance interne, leur faible capacité de communication interne et externe et bien entendu la situation d'insécurité générale. Elles se caractérisent par un manque de vision, de méthodes et de stratégies adaptées pour soutenir leurs organisations membres. Il est important que ces structures puissent non seulement s'interroger sur leur vocation de service à leurs membres, mais surtout de promouvoir une réflexion sur leur fonction de dialogue social et politique dans le contexte particulier du pays. Dans ce sens, le programme pourra tirer profit du RCPCA afin d'encourager les différents plateformes et réseaux à discuter les uns avec les autres et à se structurer à travers des ateliers thématiques alignés sur les trois piliers du RCPCA.

Partant de ce constat, le programme devrait permettre un appui stratégique global, intégré et cohérent à la consolidation de la société civile centrafricaine comme acteur de développement participant à la cohésion sociale et à la bonne gouvernance au niveau national et local. Le programme permettra d'élargir le rôle des OSC au-delà d'une contribution technique à la lutte contre la pauvreté. Dans la mesure où la société civile est considérée comme un acteur à part entière de la bonne gouvernance, le programme veillera à s'articuler sur le processus des réformes en cours dans le cadre du RCPCA. La recherche d'une meilleure articulation État - société civile est au cœur de la bonne gouvernance et conforme à l'esprit de la communication: « Les racines de la démocratie et du développement durable : l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures »⁴.

Ce programme doit pouvoir développer de nouvelles formes de dialogue, d'interaction et de réservoir de connaissances plus fines sur les dynamiques au sein de la société civile et contribuer ainsi à l'émergence d'un réveil citoyen.

⁴ COM(2012) 492 final du 12.9.2012

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
L'instabilité politique et la violence dans le pays ressurgissent.	E	La tenue de consultations régulières avec les acteurs-clés contribuerait à garantir la continuité du processus décisionnel.
Politisation des OSC.	M	Renforcement des capacités des OSC, coaching.
Manque de participation ou participation limitée de titulaires des droits (population en situation de vulnérabilité et OSC).	F	La systématisation d'une approche participative dans toutes les activités du projet.
Faible participation dans les activités du projet des femmes étant donné les normes sociales, les obstacles qu'elles rencontrent (charge de travail de soins, violence, stéréotypes sociaux, etc.)	M	Promotion des droits, sensibilisation sur l'égalité, approche participative, analyse de besoins différenciée au début du projet pour faciliter leur participation.
Hypothèses		
La principale hypothèse sur laquelle repose la faisabilité de ce projet est la poursuite du renforcement de la stabilité politique, économique et institutionnelle de la République centrafricaine et la bonne conduite du processus de désarmement-démobilisation-réinsertion-réintégration.		
Une seconde hypothèse est que l'État poursuivra les réformes institutionnelles engagées, notamment celles de la gestion des finances publiques, de la réforme du secteur de la sécurité, de décentralisation ainsi que ses efforts pour rendre plus transparente et efficace la gestion de la chose publique: gestion des fonds, passation des marchés publics, recrutements.		
Une autre hypothèse est que le gouvernement soutiendra la participation des OSC nationales dans le cadre du suivi du RCPCA.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

La coopération européenne en soutien à la société civile centrafricaine s'est initialement concrétisée via des ONG européennes et par plusieurs générations de programmes de microréalisations. Dans une deuxième phase (à partir de 2000), l'UE s'est lancée dans des approches plus structurantes, qui visaient à combiner le développement local et la construction institutionnelle, articulée autour des communes, surtout celles identifiées comme Pôles de développement (PDD). Avec la crise politique de 2013, l'UE a privilégié un appui aux OSC comme prestataires de services étant donné la fragilité de l'État. Néanmoins, des efforts ont été faits ces dernières années pour développer une certaine participation des OSC dans les différents secteurs de coopération UE-RCA. L'un des constats de l'évaluation du programme « Pôle de Développement » nous enseigne que les résultats en termes de

renforcement de la société civile centrafricaine sont très inégaux et que la nécessité d'approfondir le renforcement des capacités des OSC demeure prégnante.

L'actuelle feuille de route marque la volonté de l'UE de promouvoir une approche plus stratégique d'appui à la société civile, à travers un premier programme ciblé d'appui institutionnel aux OSC locales. Ce programme compte développer de nouvelles formes de dialogue, d'interaction et de réservoir de connaissances plus fines sur les dynamiques au sein de la société civile et contribuer ainsi à l'émergence d'un réveil citoyen. Par ailleurs, dans le cadre du Fonds Bêkou, le programme pour la promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine intègre également une intervention spécifique pour appuyer les OSC afin qu'elles puissent contribuer aux priorités et aux objectifs du RCPCA.

Il est encore très tôt pour estimer l'impact de cette intervention Bêkou, mais la présente action se déroulera en synergie et complémentarité avec les actions de renforcement des capacités menées dans le cadre du programme Bêkou.

La stratégie de la Délégation de l'UE cristallisée dans la Feuille de route va mobiliser les différents instruments géographiques et thématiques (FED, Fonds fiduciaire Bêkou, IcSP et IEDDH et OSC-AL)⁵ pour accompagner les OSC dans le processus de développement local, de démocratisation du pays ainsi que pour soutenir les défenseurs des droits humains. Tous ces instruments de financement occupent une place essentielle pour maintenir la société civile au cœur de la gouvernance démocratique.

Dans le cadre du Programme « Réhabilitation des services de base et de renforcement des capacités des autorités locales dans les pôles de développement »⁶ financé sous le 10^e FED, des interventions ont été mises en œuvre par l'ONG internationale IRAM et l'ONG locale Échelle qui méritent d'être capitalisées. Ce projet, malgré les difficultés d'ordre sécuritaire et la rareté des autorités locales sur le terrain, a permis la mise en place de quatre Maisons de la société civile et du développement local (MSC-DL) à Sibut, Bouar, Bozoum et Paoua. Ces dispositifs représentent une amorce au développement de projets endogènes et intégrés. Les MSC-DL représentent des structures polyvalentes d'accompagnement au service du développement territorial. Elles interviennent dans la structuration interne des OSC locales, la professionnalisation des OSC et AL pour l'établissement, la mise en œuvre et le suivi de projets de développement intégrés et l'instauration d'habitude de travail de concertation multi-acteurs (OSC, AL, services déconcentrés et ONGI).

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

La coordination et les dialogues de politiques se jouent au sein des trois piliers du RCPCA, selon les dispositions de concertation entre bailleurs et gouvernement.

Une telle concertation est assurée au niveau politique par le Conseil d'orientation du RCPCA présidé par le Président de la République et au niveau technique par le Comité directeur conjoint et les différentes réunions des groupes sectoriels alignés autour des trois piliers du RCPCA :

⁵ FED/Fonds Européen de Développement, IcSP/Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix, IEDDH/Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme, OSC-AL/ligne thématique pour les organisations de la société civile et les autorités locales.

⁶ Décision 2009/21431

- Pilier 1: Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation.
- Pilier 2: Renouveler le contrat social entre l'État et la population.
- Pilier 3: Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs

Le dispositif de suivi du RCPCA prévoit des rencontres trimestrielles de suivi des politiques et programmes, et des revues sectorielles annuelles ainsi qu'une revue globale annuelle du RCPCA.

La Feuille de route pour l'engagement envers la société civile en RCA a été élaborée grâce à une concertation fructueuse entre les différents partenaires présents dans le pays (Delegation de l'UE, États-membres de l'UE et Partenaires Techniques et Financiers). Le présent programme est une opérationnalisation d'une grande partie de cette Feuille de route, qui assure la complémentarité entre les différents instruments de l'UE.

La Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (DG ECHO) soutient des projets couvrant essentiellement la protection, l'accès aux soins de santé, l'assistance alimentaire, l'eau, l'assainissement et l'aide aux déplacés. La mise en œuvre des projets se fait directement par des ONGI et des agences des Nations unies qui travaillent parfois avec des ONG locales et peuvent ainsi renforcer leurs capacités.

Le Fonds Bêkou, créé en juillet 2014, selon son mandat fondamental, vise à soutenir la résilience de la population centrafricaine. Le Fonds intervient sur les secteurs de la santé publique, la sécurité alimentaire, le retour des déplacés, la résilience économique et donc le soutien aux OSC qui ont choisis les mêmes objectifs.

Dans le domaine de l'appui à la société civile, le Fonds Bêkou finance à hauteur de 2 500 000 EUR le « *Projet de renforcement des capacités locales à œuvrer pour la résilience des populations et la réponse aux crises en RCA* ». Ce projet, démarré en mars 2018, géré par un consortium Bioforce/Oxfam, s'articule autour de 3 volets :

- une Maison des services locale et pérenne d'appui aux OSC est disponible et accessible;
- une offre de formation durable, accessible, et adaptée aux besoins des OSC est disponible;
- le SPONG est renforcé dans l'exercice de son mandat concernant l'habilitation des OSC et le suivi de leurs activités en lien avec le RCPCA.

À ce jour les résultats de ce projet sont :

Volet Maison des services :

- une étude / enquête auprès des plateformes, partenaires, ON, détenteurs d'obligations a été réalisée afin de déterminer les modalités de la mise en place de cette Maison des services;
- les statuts de la maison de services ainsi que le règlement intérieur ont été élaborés et en attente d'approbation formelle;
- la proposition des modalités d'adhésion des membres à la Maison de services est établie.

Volet formations :

- un diagnostic des capacités du l'Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi (ACFPE) et du Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire (LERSA) de l'Université de Bangui, partenaires en charge des formations, est réalisé;

- un plan de formations en cours de finalisation. Le module formation va démarrer en octobre 2018 par une formation de formateurs en ingénierie pédagogique.

Volet appui au SPONG :

- une étude diagnostic de renforcement des capacités du SPONG a été réalisée;
- des équipements de soutien au SPONG sont en cours de livraison (notamment véhicule, matériel informatique et fournitures de bureau).

L'action proposée par le REPASOCC s'inscrira dans la complémentarité avec les activités de Bêkou et d'ECHO. Le programme REPASOCC, se nourrissant des leçons apprises, démultipliera le travail accompli avec les OSC dans les domaines humanitaire (ECHO) et relèvement (Bêkou) pour l'élargir à bien d'autres domaines, plus stratégiques et davantage déterminants pour l'avenir du pays.

Dans sa configuration actuelle, la Maison de services sera dans un premier temps pilotée par les partenaires de mise en œuvre du projet Bêkou (Bioforce et OXFAM) pendant 18 mois de façon active, avec un processus de passation/rétrocession de 18 mois supplémentaires aux Plateformes des OSC.

Le soutien à la Maison de services dans le REPASOCC interviendra à partir de la deuxième phase, pour consolider la Maison de services créée par Bêkou et élargir ses thématiques. Grâce au REPASOCC, les OSC élargiront leur domaine d'action qui touche majoritairement les domaines de l'humanitaire et du relèvement, en raison de la situation d'urgence, vers les thématiques de la gouvernance, la redevabilité, l'égalité des sexes et l'autonomisation financière de façon spécialisée y compris à l'intérieur du pays.

La liste de formations proposées dans le cadre de cette initiative pourra évoluer en fonction des expériences de l'action Bêkou, de l'évolution et succès de la Maison de services et des demandes spécifiques des membres actifs

La complémentarité avec la ligne OSC-AL (2018-2020) sera mise en pratique via, d'une part le soutien aux actions des OSC de premier niveau qui auront déjà commencé les formations à la Maison de services et, d'autre part, sur des actions spécifiques dans le cadre des priorités identifiés par l'équipe d'assistance technique (AT) qui sera recruté dans le cadre du REPASOCC.

S'appuyant sur des ONG françaises en partenariat avec des OSC locales, la coopération française intervient dans des domaines variés: agriculture, gouvernance forestière, développement urbain, eau/assainissement, éducation et formation professionnelle. Elle intervient en appui à la gouvernance démocratique entendue comme la promotion du dialogue dans des processus d'exercice et de contrôle citoyen. Cet objectif semble s'intégrer davantage dans des projets attribués à des ONG françaises pour renforcer les capacités des OSC locales en accompagnant leur structuration et en facilitant leur dialogue avec les pouvoirs publics. La mise en place d'une plateforme d'analyse et de dialogue dédié aux acteurs privés, publics et de la société civile en RCA est en phase de consolidation.

L'Italie est présente en tant que Bureau stable de coopération en RCA depuis 2016. Elle travaille particulièrement dans l'aide humanitaire à travers des ONG italiennes qui travaillent avec ses partenaires locaux dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation et la protection aux déplacés et retournés.

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) apporte un appui aux organisations locales visant à

promouvoir la protection des civils, le dialogue intercommunautaire, la médiation et la cohésion sociale: règlement pacifique des différends, renforcement des capacités des OSC à travailler avec le gouvernement, notamment avec des associations de jeunes et de femmes, et renforcement de la confiance, notamment à travers des campagnes de sensibilisation, etc.

L'USAID ne dispose pas d'une stratégie à moyen ou long terme pour l'appui à la société civile, mais finance aussi des projets clés en matière de participation citoyenne au processus démocratique et à la construction de la paix en RCA.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda de la mise en œuvre du Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA 2017-2021).

Un effort sera fait pour faire bénéficier du programme au maximum des OSC à l'intérieur du pays.

L'objectif global est de promouvoir la gouvernance démocratique et la culture citoyenne basées sur des droits et des obligations en RCA.

L'objectif spécifique est de renforcer la participation des OSC au processus de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.

Les résultats/produits (P) attendus sont :

P1. Les OSC sont organisées, structurées, informées et capables d'apporter une valeur ajoutée comme acteur crédible de la gouvernance démocratique. Ce résultat est composé de deux volets :

1.1 Le partenariat effectif entre l'État et la société civile est ancré dans un cadre légal et institutionnel approprié au développement de la société civile centrafricaine, et les structures en charge de l'enregistrement et suivi (SPONG et DAPA) sont renforcées pour mieux jouer leur rôle.

1.2 Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de proposition des OSC, et leur maillage sont renforcées, afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle à travers la promotion des partenariats multi-acteurs.

Un effort spécifique sera porté pour qu'au moins 20 % des OSC bénéficiaires soient issues de l'intérieur du pays.

P2. La participation constructive et structurée des OSC dans l'ensemble du processus d'élaboration, de mise en œuvre et du suivi-évaluation des politiques publiques, aux cadres et mécanismes existants de dialogue État-société civile à l'échelle nationale (y compris le dialogue sur les politiques sectorielles dans le cadre du RCPCA) est soutenue.

P3. Les initiatives de la société civile dans le cadre de l'amélioration de la cohésion sociale et des services de base aux populations, du développement économique et social inclusif, au niveau local promouvant l'égalité de genre et la cohésion sociale sont appuyées.

Ces activités seront développées en collaboration avec les autorités locales et les structures déconcentrées de l'État.

Principales activités

P1: Environnement propice, renforcement des capacités des OSC

Ce résultat sera poursuivi selon une double approche, le travail avec les détenteurs d'obligations (services de l'État) pour améliorer l'environnement propice et le travail de renforcement des capacités des OSC via la maison de services en consolidant l'appui initié sur le Fonds Fiduciaire Bêkou.

Activité 1.1.1.- Appui technique (appui à l'écriture des projets de loi, conseil des autorités, etc.);

Activité 1.1.2.- Étude participative des forces et des faiblesses du cadre légal actuel concernant les mécanismes institutionnels de dialogue existants, ainsi que des modifications appropriées à considérer;

Activité 1.1.3.- Appui technique pour finaliser la réforme du cadre légal régissant les OSC (y compris l'opérationnalisation et suivi de la nouvelle loi sur les ONG);

Activité 1.1.4.- Organisation/facilitation de sessions de consultation avec les OSC sur le nouveau cadre légal régissant les ONG;

Activité 1.1.5.- Organisation de sessions de vulgarisation du nouveau cadre juridique régissant les ONG piloté par le SPONG;

Activité 1.1.6.- Appui institutionnel à la Direction des affaires politiques (DAPA) et au secrétariat des ONG (SPONG) du Ministère du plan en matière d'approche basé sur les droits, sensibilisation de la relation entre l'efficacité de l'aide et les questions de droits humains et genre;

Activité 1.1.7.- Mise en place d'une base de données géo-référenciée sur les OSC centrafricaines et leurs activités/projets, accessible aussi aux OSC centrafricaine et avec la possibilité d'être régulièrement actualisée, achat du matériel informatique et organisation des formations des ressources humaines pour l'utilisation de la base de données et la réalisation de recherches et rapports, etc.;

Activité 1.2.1.- réaliser une étude-diagnostic sur l'offre existante en matière de renforcement des capacités et d'accompagnement de proximité des OSC;

Activité 1.2.2.- Soutenir et faciliter la consolidation graduelle de la Maison de la société civile;

Activité 1.2.3.- Dynamisation des activités conjointes OSC/centres de recherche et universités au niveau national et international;

Activité 1.2.4.- Appuyer l'émergence et la consolidation d'espaces de discussions, d'échange et de concertation entre les OSC travaillant sur l'égalité des sexes;

Activité 1.2.5.- Analyse genre sensible des OSC, permettant d'identifier la composition des organes, les obstacles pour les femmes, etc.;

Activité 1.2.6.- Développer un accompagnement de proximité dans la durée, notamment pour les OSC émergentes;

Activité 1.2.7.- Appuyer la production, l'accès, la diffusion de l'information pertinente et la capitalisation et des connaissances aux OSC et aux outils modernes de communication;

Activité 1.2.8.- Établir un travail de rapprochement avec les différents PTF intervenant dans le domaine du renforcement des capacités des OSC et de suivi de la Feuille de route.

P2: Renforcement de la participation des OSC

Cette composante vise à accompagner les OSC dans leur processus de structuration, d'amélioration de leur gouvernance interne et le renforcement de leur capacité d'analyse, de proposition, de dialogue, et de suivi dans le cadre du RCPCA.

Activité 2.1.- Une étude/cartographie pour l'identification des « acteurs de changement » capables d'influencer la gouvernance et la performance des politiques sectorielles ainsi que des mécanismes de concertation fonctionnels (cartographie sectorielle);

Activité 2.2.- Ateliers de sensibilisation points focaux ministériels- OSC;

Activité 2.3.- Ateliers d'appropriation du RCPCA et mécanismes de suivi;

Activité 2.4.- Facilitation et appuis techniques aux dialogues sectoriels des trois piliers du RCPCA en tenant compte des priorités de la Délégation de l'UE;

Activité 2.5.- Des apports d'expertise sur la préparation et le suivi des politiques sectorielles seront aussi appuyés;

Activité 2.6.- Soutien aux OSC pour organiser des forums de diffusion des informations et la collaboration OSC-AL-Autorités nationales.

P3: Appuyer les initiatives de la société civile :

Activité 3.1.- Soutien aux actions visant l'appui à des initiatives sectorielles correspondant aux priorités du PIN, la santé communautaire, l'éducation non formelle, la promotion de l'égalité de genre, des droits et la participation des femmes, de l'accès à la culture et autres actions de cohésion sociale;

Activité 3.2.- Soutien aux petites organisations telles que des associations de femmes et de jeunes, (pour des actions telles que, sans être exclusives, des activités génératrices de revenus, services sociaux-économiques communautaires, amélioration aux services de base de qualité, etc.);

Activité 3.3.- Accompagnement des porteurs de projet en leur fournissant l'appui technique, organisationnel, relationnel et financier nécessaire à leur durabilité;

Activité 3.4.- Un soutien aux initiatives socioéconomiques visant à favoriser la création de richesse et d'emplois et ciblant les populations à faibles opportunités d'autonomisation économique, en particulier les femmes avec des innovations soutenables;

Activité 3.5.- Appui à des initiatives d'artistes et OSC qui, à travers l'art de proximité (théâtre-débat, sketch radiophoniques, conteurs, bédéistes, etc.), sont engagés dans la cohésion sociale, dialogue national, promotion de la tolérance, égalité hommes/femmes et l'éducation à la citoyenneté;

Activité 3.6.- Soutien aux activités des OSC en collaboration avec les autorités locales sur la participation citoyenne et la redevabilité de l'action publique.

4.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention du projet est d'accompagner la République centrafricaine dans ses efforts de relèvement et de reconstruction de l'autorité de l'État et de l'État de droit.

Le programme est conçu pour permettre une participation accrue des OSC aux mécanismes de cohésion sociale à travers le renforcement des capacités, la collaboration et l'accompagnement des autorités en charge du développement de la société civile.

La stratégie d'intervention est guidée par la prise en compte de l'évolution du contexte politique et sécuritaire qui demeure volatile et instable.

Pour mener à bien le programme, un nombre restreint de contrats est envisagé et le choix des modes et modalités de gestion s'est voulu adapté aux caractéristiques et besoins des acteurs de la société civile locale, nécessitant un engagement sur la durée ainsi qu'un accompagnement de proximité.

Aussi, en matière de financement, le nouveau programme devra faire appel à une combinaison appropriée de modalités de financement, de manière à répondre au mieux au plus large éventail possible d'acteurs, de besoins et de contextes nationaux dans un cadre axé sur les résultats. Il ne s'agira pas simplement de se contenter de changer de politique mais surtout de changer la «manière de faire».

4.3 Intégration des questions transversales

La prise en compte de l'égalité de genre (y compris dans le recrutement du personnel de projet) et la promotion des droits et l'autonomisation des femmes seront intégrées dans les différentes activités du projet avec des actions spécifiques. Dans le cadre de la Maison de services, une analyse sensible au genre des OSC est prévue ce qui permettra d'identifier la composition des organes et les obstacles pour les femmes.

Dans le cadre du soutien aux initiatives des OSC (P3), un accent particulier sera mis sur le soutien aux initiatives pour l'autonomisation des femmes et des initiatives visant l'égalité du genre.

Le programme prévoit le soutien aux OSC pour favoriser la participation démocratique citoyenne à l'élaboration et suivi des politiques publiques, la promotion des droits fondamentaux, le plaidoyer, lobbying et la veille citoyenne au niveau national et local.

Les évaluations d'impact environnemental, lorsqu'elles s'avéreront nécessaires, seront faites au niveau local notamment dans le cadre de la mise en place des projets de développement issus des subventions aux OSC sur le P3.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le Programme 2030 de développement des Nations unies. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'objectif de développement durable (ODD) 16 : «promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous», tout en contribuant aussi à l'ODD 1 : «éliminer l'extrême pauvreté et la faim» et à l'ODD 5 : «égalité des sexes».

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁷.

5.4.1 Subventions: (gestion directe)

(a) Objet de la ou des subventions:

- initiatives de la société civile via un soutien financier aux tiers, subventions en cascade

Un appel à propositions sera lancé pour sélectionner une organisation qui s'occupera de fixer les priorités géographiques/thématiques pour soutenir des actions des OSC locales via des subventions en cascade inférieures à 60 000 EUR par subvention au tiers. Les projets présentés devront se conformer aux objectifs général et spécifique et résultats escomptés de l'action détaillés dans le présent document.

(b) Type de demandeurs visés

- initiatives de la société civile via un soutien financière aux tiers, subventions en cascade

Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit satisfaire aux critères d'éligibilité suivants :

- être une ONG internationale (ONGI) établie en RCA avec une expérience prouvée dans l'accompagnement des OSC;

Ou

- être une OSC⁸ centrafricaine agréée et ayant une expérience prouvée dans des processus de développement local;

Pour participer à l'appel à propositions les ONGI devront être en partenariat avec une OSC centrafricaine.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE sera d'un montant maximal de 1 000 000 EUR pour un

⁷ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

⁸ Cf. Définition de la société civile établie par le document de programmation multi annuel CSO-LA 2017-20
https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/cso-la-mip-2014-2020_en.pdf , et par le règlement n. 233/2014
https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/regulation_eu_no_2332014_of_the_ep_and_the_council_establishing_a_financing_instrument_for_development_cooperation_2014-2020_0.pdf.

seul bénéficiaire. La subvention pourra être octroyée à des groupements de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires).

La durée indicative des subventions attribuées (leur période de mise en œuvre) sera de 24 mois.

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

5.4.2 Subventions : (gestion directe)

(a) Objet de la subvention

- octroi direct P1 : Maison de services

Afin de soutenir la Maison de services, une subvention directe visera à soutenir le renforcement organisationnel, institutionnel et des compétences techniques des OSC dans le cadre de la collaboration au niveau local. Particulièrement, la subvention devra permettre de rendre opérationnel et fonctionnel un groupement essentiel des OSC avec une structure de gestion effective.

(b) Type de demandeurs visés:

- octroi direct P1 : Maison de services

La Maison de services, qui est en train de se constituer sur le financement du FF Bêkou aura un statut de transition jusqu'à la fin 2019, qui sera suivi par une transition avec une rétrocession de la Maison de services aux principales plateformes et une constitution en tant qu'association.

(c) Justification d'une subvention directe:

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, une subvention pourra être octroyée sans appel à propositions à la Maison de services pour la Société Civile (MdS) pour la mise en place de certaines activités de cette action.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans l'une des situations de crise⁹ visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement, la situation de crise pouvant justifier l'attribution directe de subventions pendant toute sa durée.

Avec cette subvention directe, l'UE continue le soutien à cette structure pour la consolider comme une référence dans le domaine de renforcement des capacités des OSC centrafricaines.

Si toutefois la Maison de services n'est opérationnelle à cette date, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre via une subvention directe à OXFAM qui pilote actuellement la Maison de services. La mise en œuvre par cette entité de remplacement se justifie car

⁹ Ref. Note Ares(2018)3500104 du 2.7.2018: « La Délégation propose de renouveler la déclaration de crise pour la République centrafricaine (Réf. Ares (2018) 1704638 du 28.3.2018) » ... « Le recours à des procédures flexibles est donc autorisé du 1.7.2018 au 30.6.2019 ».

OXFAM est à l'origine du processus de création de cette Maison de services et, pendant la phase de constitution de la MdS, elle copréside le conseil d'administration jusqu'au moment de sa rétrocession aux OSC (via une Assemblée générale constitutive).

5.4.3 *Gestion indirecte avec le pays partenaire*

Une partie de la présente action ayant pour objectif de promouvoir la gouvernance démocratique et la culture citoyenne en RCA, elle peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République centrafricaine conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, dans ce cas la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procédera à un contrôle ex ante des procédures d'octroi des subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, l'exécution des marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

La contribution financière couvre, pour un montant de 550 000 EUR les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.4.1 – Subventions (appel à propositions)	1 000 000
5.4.2 - Subventions (octroi direct)	900 000
5.4.3 – Gestion indirecte avec la RCA dont :	1 750 000
<i>Assistance technique (montant indicatif)</i>	<i>1 200 000</i>
<i>Devis programme (montant indicatif)</i>	<i>550 000</i>
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	150 000
5.11 – Communication et visibilité	150 000
Provisions pour imprévus	50 000
Totaux	4 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par l'ordonnateur national du FED.

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le SPONG soutenu via l'assistance technique qui apportera un appui en renforcement des capacités de l'ordonnateur national du FED sous forme de mise à disposition d'une expertise à long et à court terme et, pour ce faire, un appel d'offres sera lancé et un contrat de services sera établi.

L'assistance technique sera placée auprès des services du Ministère du plan, de l'économie et de la coopération.

Un comité de pilotage présidé par l'ordonnateur national du FED et composé des représentants du maître d'œuvre et des ministères techniques sectoriels, des gestionnaires de projets/programmes y compris la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CAONF), les acteurs éventuels de la société civile et des représentants de l'Union européenne à titre d'observateurs sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale et la ligne d'action du projet.

Tous les comités et les structures de pilotage, de suivi et de consultation, ainsi que les activités programmées dans cette action doivent veiller à une représentation et participation équitable des femmes et des hommes, et doivent veiller à être accessibles à tous et toutes (notamment pour les personnes en situation de handicap et autres groupes en situation de vulnérabilité).

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution de problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne la synergie et complémentarité avec les secteurs de concentration du PIN RCA et les autres instruments thématiques.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'il s'agit d'une action innovante en RCA.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

A titre indicatif, deux marchés de services d'évaluation seront conclus en 2021 pour l'évaluation à mi-parcours, et en 2023 pour l'évaluation finale.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, deux marchés de services d'audit seront conclus entre 2019 et 2022.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un marché de services de communication et de visibilité pourra être conclu.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Sources des données	Hypothèses
Objectif global: impact	L'objectif global est de promouvoir la gouvernance démocratique et la culture citoyenne en RCA.	1. Indice de démocratie 2. Indicateurs de gouvernance	1. Rapports « the economist group » 2. Indice Mo Ibrahim sur la gouvernance	

<p>Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)</p>	<p>Renforcer la participation des OSC au processus de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.</p>	<p>1.- Nombre d'OSC ayant renforcé leurs capacités d'analyse, de proposition et de dialogue grâce au rôle joué par la Maison de services</p> <p>2.- Nombre des « acteurs de changement », parmi les OSC, capables d'influencer la gouvernance et performance de la société civile dans les politiques sectorielles avec une approche intégrant l'égalité de genre.</p> <p>3.-Nombre d'OSC ou réseaux ayant effectivement participé au dialogue sur les politiques sectorielles dans les secteurs de développement prioritaires du 11^e FED et ayant mené des actions conjointes dans le domaine de la gouvernance et de la redevabilité.</p> <p>4.- Nombre des consultations avec les OSC pour les politiques sectorielles dans le cadre RCPCA</p> <p>5.- Nombre d'actions de développement exécutés, issues d'un consensus multi-acteurs (élus, administration, autorités traditionnelles et OSC), promouvant l'égalité de genre et aboutissant à d'autres modes de gestion des affaires locales</p>	<p>- Rapports de l'Assistance technique en charge du suivi, d'évaluation et d'apprentissage collectif du programme.</p> <p>- Revue à mi-parcours du programme.</p> <p>- cartographie sur les OSC acteurs du changement</p>	<p>- La stabilité politique permet une consolidation de la démocratie, de l'État de droit, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'égalité de genre.</p> <p>- Le gouvernement respecte son engagement à associer pleinement les différentes catégories des OSC à la vie économique, politique et sociale du pays.</p> <p>- Les OSC assument leur responsabilité comme acteurs et interlocuteurs de l'État et démontrent une volonté à renforcer leur capacité, gouvernance interne, performance et légitimité sociale.</p>
--	---	---	--	--

Produits	<p>P1.- Les OSC sont organisées, structurées, informées et capables d'apporter une valeur ajoutée comme acteur crédible de la gouvernance démocratique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1.1 Statuts des décrets d'opérationnalisation de la loi des ONG élaborés avec l'appui de l'action. - 1.2 Nombre de personnes au sein du Capacités du DAPA et SPONG de suivi des activités sont renforcées bénéficiant de formations organisées avec l'appui de l'action (données désagrégées par sexe). -1.3 Statut d'une étude diagnostic sur l'offre existante en matière de renforcement des capacités et d'accompagnement de proximité des OSC réalisée avec l'appui de l'action. 1.4 Mesure dans laquelle la Maison de services est consolidée avec l'appui de l'action. 1.5 Nombre d'activités conjointes OSC/Centres de recherche et universités appuyées par l'action. 1.6 Nombre d'OSC ayant accès à des outils modernes de communication grâce à l'appui de l'action 	<ul style="list-style-type: none"> 1.1- rapports SPONG et DAPA 1.2- Rapports AT 1.3. Etude diagnostic 1.4. rapports activité maison de services 1.5. rapport d'activités Mds et AT 1.6 inventaire Osc soutenues 	<p>Loi est adoptée en 2019 au plus tard par l'Assemblée nationale</p> <p>Le SPONG et le DAPA continuent à jouer leur rôle en appui aux OSC</p> <p>Maison de services trouve un emplacement physique pour exister.</p>
----------	--	---	---	---

	<p>P.2.- la participation constructive et structurée des OSC dans l'ensemble du processus d'élaboration, de mise en œuvre et du suivi-évaluation des politiques publiques, aux cadres et mécanismes existants de dialogue État-société civile à l'échelle nationale (y compris le dialogue sur les politiques sectorielles dans le cadre du RCPCA) est soutenue</p>	<p>2.1 Nombre d'appuis techniques aux dialogues sectoriels des trois piliers du RCPCA en tenant compte des priorités de la DUE lancés avec l'appui de l'action</p> <p>2.2 Statut d'une cartographie sectorielle réalisée avec l'appui de l'action</p> <p>2.3 Nombre de missions d'expertise sur la préparation et le suivi des politiques sectorielles appuyées par l'action</p> <p>2.4 Nombres de forum OSC-AI organisés</p>	<p>2.1 Rapports de l'Unité de coordination et de facilitation en charge du suivi, d'évaluation et d'apprentissage collectif du programme.</p> <p>2.2- Revue à mi-parcours du programme.</p> <p>2.3- Rapports d'activités du Secrétariat RCPCA et rapport des OSC partenaires.</p> <p>2.4 rapports des forums et de l'AT</p>	<p>- L'État est engagé à impliquer la société civile dans le dialogue sectoriel sur les politiques de développement.</p> <p>- Les OSC actives et motivées pour participer au dialogue</p>
	<p>P.3 Appuyer les initiatives de la société civile dans le cadre de l'amélioration des services de base aux populations, du développement économique et social inclusif au niveau local promouvant l'égalité de genre et des initiatives de cohésion sociale.</p>	<p>3.1. Nombre d'actions visant l'appui à des initiatives sectorielles ou intersectorielles thématiques soutenues avec l'appui du programme.</p> <p>3.2 Nombre d'associations de femmes et de jeunes soutenues avec l'appui de l'action</p> <p>3.3 Nombre de porteurs de projet accompagnés avec l'appui de l'action (données désagrégées par sexe)</p> <p>3.4 Nombre d'initiatives socioéconomiques soutenues avec l'appui de l'action</p> <p>3.5 Nombre d'initiatives d'artistes et OSC engagés dans la cohésion sociale soutenues avec l'appui de l'action.</p>	<p>3 Rapports de l'Unité de AT et de facilitation en charge du suivi, d'évaluation et d'apprentissage collectif du programme.</p> <p>- Revue à mi-parcours du programme.</p>	<p>3 Les OSC démontrent une forte disposition à travailler dans le cadre de projets multi-acteurs.</p>